

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/ADP/W/25

G/SCM/W/32

13 juillet 1995

(95-1997)

**Comité des pratiques antidumping
Comité des subventions et des
mesures compensatoires**

Original: anglais

QUESTIONS CONCERNANT LES NOTIFICATIONS DE LOIS ET
REGLLEMENTATIONS PRESENTEES PAR LE GOUVERNEMENT
VENEZUELIEN AU TITRE DE L'ARTICLE 18.5 ET
DE L'ARTICLE 32.6 DES ACCORDS

La Mission permanente du Canada a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 4 juillet 1995.

Dans le document G/SCM/N/1/VEN/1, le Venezuela indique que sa législation concernant les mesures antidumping et les mesures compensatoires se compose de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce (OMC), de l'Accord sur la mise en oeuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 et de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires.

1. Dans le document susmentionné, il est signalé que le texte de l'Accord de Marrakech fait partie de la législation nationale, qu'il a force de loi et qu'il prévaut sur toute autre disposition contraire ou différente des lois antérieures. Pour plus de clarté, le Venezuela peut-il préciser si, lorsqu'il est fait référence à l'Accord de Marrakech, il faut entendre l'Accord instituant l'Organisation mondiale du commerce et tous les Accords qui en font partie?
2. Dans la mesure où les Accords en question sont censés être inclus aux enquêtes et prévaloir sur toute autre disposition contraire ou différente des lois antérieures, le Venezuela peut-il indiquer (pour chacun des points précis mentionnés dans l'Appendice ci-joint) les parties précises de sa législation en vigueur qui continueront à s'appliquer aux enquêtes?
3. Le Venezuela s'acquittera-t-il des nouvelles obligations découlant de l'Accord sur l'OMC (dont il est question dans l'Appendice), en adoptant d'autres lois ou au moyen de règlements, de pratiques administratives ou de décrets?
4. Quel dispositif légal la loi vénézuélienne prévoit-elle pour l'exécution des décisions rendues par un groupe spécial de l'OMC?
5. Existe-t-il un moyen permettant aux entreprises nationales de se prévaloir de la législation vénézuélienne (par exemple, un moyen de contestation inscrit dans la Constitution) pour empêcher le gouvernement d'exécuter une décision d'un groupe spécial établi par l'ORD?
6. Le gouvernement vénézuélien pourrait-il indiquer quand il sera en mesure de notifier au Comité la loi autorisant des modifications administratives?

Appendice

Modifications de la législation résultant de
l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires
et de
l'Accord sur la mise en oeuvre de l'article VI de l'Accord général sur
les tarifs douaniers et le commerce de 1994 qui
revêtent un intérêt primordial pour le Canada

I. Disciplines en matière de subventions

Définition d'une subvention

- Définition d'une subvention: [article premier de l'Accord sur les subventions] - contribution financière des pouvoirs publics qui confère un avantage au bénéficiaire;
- Liste exhaustive des pratiques des pouvoirs publics qui constituent des contributions financières; inclusion des éléments de soutien des revenus ou des prix.

Spécificité

- Principes de jure et de facto régissant la spécificité (article 2 de l'Accord sur les subventions);
- Spécificité au niveau infrafédéral (article 2.2 de l'Accord sur les subventions) et désignation des subventions prohibées comme étant spécifiques (article 2.3).

Subventions prohibées

- Définition (articles 3 et 4 de l'Accord sur les subventions) et liste exemplative (Annexe I);
- Exemptions prévues dans l'Accord sur l'agriculture.

Subventions pouvant donner lieu à une action

- Subventions pouvant donner lieu à une action (articles 5, 6 et 7 de l'Accord sur les subventions), c'est-à-dire subventions pouvant donner lieu à des mesures compensatoires, afin d'assurer que les subventions ne donnant pas lieu à une action soient exclues conformément à l'Accord sur les subventions;
- Éléments relatifs à l'existence d'un préjudice grave.

Subventions ne donnant pas lieu à une action

- Types et définitions des subventions "ne donnant pas lieu à une action" et voies de recours (articles 8 et 9 de l'Accord sur les subventions).

II. Mesures compensatoires

Subventionnement massif

- Différences par rapport aux mesures antidumping, c'est-à-dire mesures applicables seulement en ce qui concerne les subventions prohibées.

Calcul du montant d'une subvention

- Principes énoncés à l'article 14;
- Base de calcul, c'est-à-dire calcul en termes d'avantage conféré au bénéficiaire (sauf dans le cas du calcul prévu à l'Annexe IV de l'Accord);
- Montants imputables aux subventions ne donnant pas lieu à une action.

Pays en développement Membres

- Période de transition et de suppression progressive en ce qui concerne les subventions prohibées (articles 27.3 et 27.4 de l'Accord); seuils de "compétitivité des exportations" (articles 27.5 et 27.6); subventions pouvant donner lieu à une action (article 27.9); seuils pour la clôture d'une enquête en matière de droits compensateurs (articles 27.10 et 27.11).

III. Détermination de l'existence d'un dumping (article 2 de l'Accord antidumping)

Ventes à un prix inférieur au coût - Valeur normale fondée sur le coût de production majoré ou sur les ventes à un pays tiers (article 2.2 de l'Accord antidumping)

Éléments non renouvelables (article 2.2.1.1 de l'Accord)

Opérations de démarrage (article 2.2.1.1 de l'Accord)

Montants correspondant aux frais d'administration et de commercialisation et aux frais de caractère général, ainsi qu'aux bénéfices, fondés sur des données réelles (article 2.2.2 de l'Accord)

Dispositions en matière de comparaison équitable (article 2.4 de l'Accord)

Utilisation des taux de change - Mouvements durables (article 2.4.1 de l'Accord)

Détermination de l'existence d'un dumping: phase d'enquête (article 2.4.2 de l'Accord)

Dumping ciblé (article 2.4.2 de l'Accord)

Transit (article 2.5 de l'Accord)

IV. Dispositions communes aux enquêtes antidumping et aux enquêtes en matière de droits compensateurs

Détermination de l'existence d'un dommage

- Cumul;
- Analyse du dommage/lien de causalité;
- Dommage causé par d'autres facteurs qui ne doit pas être imputé au dumping/subventionnement;
- Menace de dommage important;
- Prise en compte dans les dispositions relatives aux mesures compensatoires des différences par rapport aux mesures antidumping, c'est-à-dire, cas de l'agriculture, réglé de minimis et dommage "négligeable".

Demandes/plaintes

- Contenu de la plainte;
- Obligation expresse d'examiner l'adéquation et l'exactitude des éléments de la plainte.

Règles relatives à l'ouverture d'une enquête

- Soutien;
- Obligation pour les autorités d'éviter de rendre publiques les plaintes;
- Notification de la plainte;
- Conduite des enquêtes.

Éléments de preuve

- Garanties d'une procédure régulière;
- Echantillonnage;
- Intérêt public.

Transparence

- Avis au public et explication des déterminations.

Mesures provisoires

- Ouverture de l'enquête conformément aux règles, avis au public et possibilité pour les parties intéressées de donner des renseignements et de formuler des observations;

- Il ne doit pas être appliqué de mesures provisoires avant 60 jours à compter de la date d'ouverture de l'enquête.

Mesures finales

- Imposition et recouvrement de droits;
- Détermination de la marge pour les exportateurs qui n'ont pas été retenus dans les échantillons;
- Réexamens selon des procédures accélérées.

Engagements en matière de prix

- Délai pour accepter des engagements en matière de prix (c'est-à-dire pas avant qu'une détermination préliminaire n'ait été établie);
- Prise en compte dans les dispositions relatives aux mesures compensatoires des différences par rapport aux mesures antidumping, c'est-à-dire, autorisation des pouvoirs publics et restrictions quantitatives.

Extinction

- Durée et réexamen des droits antidumping/compensateurs et des engagements en matière de prix.

Révision judiciaire

- Procédure de révision judiciaire indépendante.

Dispositions finales

- Interdiction de prendre des mesures non fondées sur l'Accord;
- Mesures transitoires.